

## **INTERVENTION DE M. JEAN-FRANÇOIS MATTÉI :**

### **Les droits de l'Homme et la gouvernance mondiale**

Je commencerai par une remarque générale par rapport aux questions qui viennent d'être posées à mes collègues : il faut être quand même réaliste quand on parle de politique – quand on parle d'ailleurs de n'importe quoi, mais quand on parle en particulier de politique. On est en train de demander une gouvernance mondiale pour 6 milliards d'hommes, mais on n'arrive pas à se mettre d'accord sur le pape ou sur Obama, à Bagnols/Cèze.

C'est-à-dire que, dès les premières questions, il y a des oppositions, et des oppositions qui sont généralement fausses. Par exemple, il a été dit que le pape – je ne vais pas prendre la défense du pape, je ne suis pas particulièrement catholique, ni chrétien, ni théologien – serait indirectement responsable de l'épidémie de SIDA en Afrique. Vous lisez le texte en question du pape, et vous verrez qu'il n'a jamais dit cela noir sur blanc ; c'est-à-dire que même des informations que nous recevons aujourd'hui par les journaux ou sur Internet sont mal interprétées.

Alors si des choses de ce genre sont mal interprétées, qu'en est-il au niveau de la planète ? D'où la difficulté de traiter de la question de la mondialisation, que ce soit Obama, le pape, Bush ou qui vous voulez. C'est-à-dire que dès qu'il y a des éléments idéologiques, ou des éléments affectifs qui se mêlent à des considérations rationnelles, il est extrêmement difficile de prendre une décision, et avant même de prendre une décision il est extrêmement difficile de savoir de quoi l'on parle.

Alors de quoi parlons-nous ici lorsqu'il est question de la constitution d'un gouvernement mondial ? Il a été dit il y a un instant, par une personne du public, qu'il faudrait essayer de remplacer les modèles par des valeurs, qu'il faudrait essayer de trouver des éléments qui nous rapprochent tous, que ce soit sur le plan de la laïcité – mais, là encore, est-ce que ce n'est pas encore, comme on dit vulgairement, franco-français de parler de la laïcité à la française ? Allez demander du côté de l'Arabie Saoudite, ou de la Mecque : en parlant de laïcité, vous allez être lapidé dans les 5 minutes qui suivent. Donc, ne faites pas intervenir sans arrêt la laïcité à la française, ça n'a aucun sens en dehors des limites de l'Hexagone. Je le dis d'autant plus volontiers que je suis partisan de la laïcité et que j'ai écrit plusieurs fois là-dessus.

Donc n'imposez pas, ne croyez pas imposer, pour des raisons apparemment généreuses – à savoir qu'il faudrait, pour que tout le monde s'allie (« embrassons-nous, Folleville ! », comme on disait au 19<sup>ème</sup> siècle) que nous partagions tous les mêmes valeurs. Or, nous ne partageons pas tous les mêmes valeurs.

Nous ne partageons même pas, et ce sera là mon propos, la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Pour deux raisons : d'abord la Déclaration universelle des droits de l'Homme a été votée en 1789 par 1 100 députés français, à Versailles ; en quoi représentaient-ils le meilleur des personnes de l'Humanité à l'époque ? Je le dis d'autant plus volontiers que je suis moi-même occidental, français, européen, et partisan des droits de l'Homme. Mais, logiquement, lorsque vous rencontrez – ce qui m'arrive très souvent en tant qu'universitaire – des intellectuels – et je parle d'aujourd'hui, c'est-à-dire 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, a fortiori en 1789 ou en 1948 au palais de Chaillot à Paris, où a été votée la Déclaration universelle des droits de l'Homme – ça n'a pas été voté à Djeddah, ça n'a pas été voté à Singapour, ça a été voté à Paris, et au palais de Chaillot, et ça s'est appelé Déclaration universelle des droits de l'Homme – ça n'a pas été voté, ni suivi, ni appliqué par la majorité des pays du monde, y compris par ceux qui les avaient signés.

Donc, lorsque vous vous demandez, lorsque nous nous demandons sur quels principes, sur quelles valeurs, sur quelle autorité, sur quel partage nous devons faire en sorte d'instaurer une mondialisation qui ne serait plus cette caricature d'universalité que nous connaissons aujourd'hui, nous ne savons pas exactement sur quelles bases, ou sur quels principes nous fonder. Je voudrais vous en donner un, ou des

exemples, simplement parce qu'on ne peut pas traiter la question en 20 minutes ou une demi-heure. L'Humanité essaye de la résoudre depuis plusieurs siècles, sinon depuis plusieurs millénaires, donc, quel que soit l'intérêt et l'importance de Bagnols/Cèze et du Gard, on ne va pas le résoudre en 20 minutes. On peut essayer de le faire, c'est d'ailleurs pour ça que nous faisons des colloques, mais on ne peut pas le faire par un coup de baguette magique. Je le dis d'autant plus volontiers que, en tant qu'universitaire, j'ai l'habitude de voir des étudiants, j'ai l'habitude aussi de voir des publics différents, qui s'imaginent qu'un scientifique, qu'un universitaire, qu'un professeur, qu'un instituteur, bref, que celui qui a la parole a, exactement comme la marraine de Cendrillon, la possibilité de transformer une citrouille en carrosse.

C'est-à-dire qu'il suffirait de changer un mot, « je te baptise carrosse », pour que la citrouille devienne carrosse : je te baptise « droits de l'Homme » et tout le monde partage les droits de l'Homme. Or ce n'est pas comme ça que ça se passe.

La plupart des pays qui ont signé la déclaration de 1948, vous le savez parfaitement, ne l'ont jamais appliquée totalement, y compris la France, qui est l'un des pays occidentaux les plus condamnés par le tribunal européen, pour ne pas dire par le grand public, en particulier pour son attitude vis-à-vis des immigrés, des détenus dans les prisons, etc... Ceci simplement pour montrer que, lorsqu'on discute de ces questions, il faut essayer d'avoir une position certes idéaliste - moi-même qui suis, si je puis dire, philosophiquement platonicien, j'ai tendance à être idéaliste -, mais l'idéalité d'un principe n'implique pas le refus de la réalité : vous pouvez être idéalement persuadé de l'importance de la Justice, du Bien, de la bonté, des droits de l'Homme, il faut encore savoir comment les réaliser, ou alors ce n'est qu'un discours creux. Et Dieu sait qu'on a souvent reproché, non seulement aux philosophes mais aussi aux politologues, aux sociologues, plus généralement à ceux qu'on appelle des intellectuels, de parler pour ne rien dire.

Et si les intellectuels, en tout cas ceux qui ont la parole, et bien entendu aussi les hommes politiques, parlent pour ne rien dire, je crains que, très rapidement, les politiques ne parlent pour ne rien faire. C'est-à-dire qu'il y aura ici une dérivation négative de la parole vers l'action en tant que telle. Je voudrais vous le montrer sur un exemple précis, sur l'exemple des droits de l'Homme.

On pense que cette déclaration est, ipso facto, universelle depuis 1948, c'est-à-dire depuis une soixantaine d'années. Or, non seulement elle n'est pas universelle en fait, c'est-à-dire dans la réalité quotidienne, où il y a des violations incessantes des droits de l'Homme, dans tous les pays, y compris les pays occidentaux, mais il y a en plus un refus de droit de cette Déclaration universelle des droits de l'Homme. Je prends un exemple précis : la Déclaration *islamique* universelle des droits de l'Homme a été rédigée à l'initiative du Conseil islamique pour l'Europe et proclamée, toujours à Paris (décidément ! Pourquoi pas à la Mecque ?) le 19 septembre 1981, lors d'une réunion organisée au siège de l'UNESCO.

Alors, c'est déjà intéressant, vous voyez, des musulmans – non pas des arabes mais des musulmans : il s'agit d'une question de religion et non pas de race ou de pays – qui émettent une déclaration *islamique* universelle des droits de l'Homme et, quand vous lisez le préambule, il s'agit des droits de l'homme *musulman*, pas de l'Homme universel, de l'*uomo universale* comme disaient les italiens à la Renaissance.

En plus elle est proclamée à Paris : pourquoi pas à la Mecque ou à Djeddah ? Et en plus, elle se fait au siège de l'UNESCO, qui est une invention occidentale, typiquement occidentale, et votée au départ uniquement par des occidentaux et non pas par des orientaux ni des bouddhistes, ni a fortiori des musulmans. D'où une difficulté de savoir s'il est possible de partager véritablement la Déclaration universelle des droits de l'homme lorsque d'autres religions, ou d'autres idéologies, ou d'autres sagesses – je ne dirai pas d'autres philosophies puisque la philosophie est une chose grecque et européenne, donc il n'y a pas stricto sensu de philosophie orientale, et Lao Tseu ou Zhuangzi n'ont jamais été des philosophes (le mot lui-même n'existe pas en chinois, ni le radical philo, ni le radical sophia). Donc, vous avez simplement des points de vue différents, des regards différents sur le monde, sur les dieux, ou sur l'absence des dieux (peu nous importe ici) qu'il faut essayer d'unifier pour parvenir à un point de vue commun.

Car lorsque l'on recherche une gouvernance – déjà le mot lui-même fait problème sémantiquement, certainement d'autres personnes lors de la discussion pourront revenir là-dessus : généralement, on parlait toujours de gouvernement, la mode depuis une dizaine d'années c'est de parler de gouvernance, comme si le passage du masculin au féminin allait apporter déjà plus de douceur – *la* gouvernance, contre *le* gouvernement. L'ennui, c'est que les deux mots désignent exactement la même chose, en tout cas étymologiquement, ça désigne le gouvernail. Donc, il s'agit d'orienter le monde dans une direction, de gouverner, de tenir le gouvernail, exactement comme sur un bateau.

Seulement, où va le bateau, et est-ce que nous sommes tous dans le même bateau ? C'est-à-dire est-ce que la mondialisation implique que nous devions tous nous embarquer pour un même voyage, et surtout pour une même destination ? En clair, qu'est-ce que doit décider une gouvernance (ça ne me gêne pas d'utiliser le mot de gouvernance et non pas le mot de gouvernement) mondiale ? Avec tout ce que cela implique, comme il a déjà été remarqué incidemment ailleurs et comme d'autres théoriciens l'ont développé, s'il n'y avait qu'un seul gouvernement mondial, là nous serions en pleine autocratie et en plein totalitarisme. Hanna Arendt a suffisamment montré que, dès qu'il y a totalité, on risque de glisser vers un comportement totalitaire, et là aussi c'est le même mot qui l'implique : dès que vous essayez d'enserrer la totalité des choses dans une seule gerbe, si je puis dire, vous ne laissez aucune chance à d'autres fleurs d'exister en dehors de cette gerbe.

En clair, dès que vous imposez un gouvernement totalisant, il devient ipso facto totalitaire, comme on l'a vu à l'époque de l'Empire romain, qui n'a pas admis, lorsqu'il était le seul empire dans l'*oikouménè*, c'est-à-dire dans les terres habitées (*oikia*, qui a donné « économie »), qu'il y ait une autre puissance, à savoir Carthage. « *Delenda est Carthago* », il faut détruire Carthage, ont-ils répété par la bouche des uns et des autres pendant des années, jusqu'à ce que finalement les légions romaines débarquent en Tunisie, mettent à feu et à sac les carthaginois, tuant tout le monde, jusqu'aux enfants, jusqu'aux bébés, jusqu'aux vieillards, jusqu'aux handicapés, jusqu'aux animaux, et, comme ça ne suffisait pas, les Romains ont déraciné tous les végétaux de Carthage, et, quand ça a été fini, ils ont tracé des sillons et y ont versé du sel afin que rien ne repousse.

Ceci pour vous montrer qu'un empire unique n'admet jamais une autre opposition. Et dans ce cas-là comment auriez-vous voulu que, par exemple, l'esclavage de l'Antiquité disparaisse, s'il n'y avait eu qu'un seul Empire romain ? S'il n'y avait pas eu, justement, l'intrusion de la pensée religieuse du christianisme, lui-même issu du judaïsme, par la suite la pensée musulmane, qui a fait un peu contrepoids.

Donc la difficulté est de savoir sur quelle universalisation la mondialisation se fonde. « Mondial » implique que le monde entier, ce qu'on appelle parfois encore la planète, va se trouver concerné par le partage politique, mais aussi social, mais aussi sanitaire (on vaccine pas très loin d'ici), mais aussi économique, mais aussi humain. Comment partager de l'humain mondialement ?

Le problème, c'est que tout le monde n'est pas d'accord sur la définition de l'humain. Les Européens depuis 1789, et depuis bien plus haut, depuis Montaigne, et avant Montaigne depuis Pic de la Mirandole, sont d'accord pour affirmer que l'Homme est, soit une créature de Dieu, pour les croyants, soit un Homme « non encore fixé », comme disait Nietzsche, c'est-à-dire qui, précisément, n'ayant pas de lien, ni religieux, ni biologique, ou pas suffisamment biologique, s'invente lui-même, c'est-à-dire invente l'humanisme. Bien évidemment, l'humanisme est strictement inconnu en dehors des frontières européennes. Il n'y a jamais eu d'humanisme chinois ; ça ne veut pas dire qu'il n'y a jamais eu d'Homme chinois, ni même d'honnêteté chinoise – je prends l'exemple des Chinois, mais je pourrais prendre celui des Aztèques, celui des Inuits et de n'importe quelle civilisation. Toutes les civilisations autres qu'européennes n'ont pas inventé l'humanisme ; seuls les Européens ont inventé l'humanisme.

Ce n'est peut-être pas une réussite, allez-vous me dire ; la meilleure preuve, c'est que ce sont les Européens qui ont fait 2 guerres mondiales, qui ont inventé le marxisme, qui ont inventé le communisme, qui ont inventé le fascisme, qui ont inventé le racisme, sur les bases de l'humanisme ! Donc, on peut

s'inquiéter des bases fragiles de cet humanisme, puisqu'il est sans arrêt violé par ceux-là mêmes qui l'ont voté. D'où la difficulté de savoir sur quelles bases allons-nous partager cette humanité que nous revendiquons tous.

Mais les musulmans ont répondu, je le disais il y a un instant, par la Déclaration *islamique* universelle des droits de l'Homme, qui est suivie, après 1981, d'une nouvelle Déclaration en 1990 au Caire, lors de la 19<sup>ème</sup> Conférence islamique, et ça s'appelle cette fois-ci « Déclaration sur les droits de l'Homme en Islam ». Vous voyez, ce n'est plus une Déclaration islamique, c'est une Déclaration des droits de l'Homme, donc généralisée, en Islam, mais il y a toujours cette idée d'Islam. Et quand vous lisez, ce que j'ai fait pour mes cours à l'IEP d'Aix-en-Provence, quand vous analysez cette Déclaration, vous vous apercevez qu'elle est *uniquement* fondée sur la charia, c'est-à-dire sur la loi islamique. D'où la difficulté : les musulmans sont à peu près un milliard sur Terre.

Est-ce qu'on peut partager cette Déclaration islamique des droits de l'Homme ? Que dirait-on si l'on avait fait une Déclaration universelle *chrétienne* des droits de l'Homme, ou catholique, ou une Déclaration universelle *bouddhiste* des droits de l'Homme ? Autrement dit comment arriver à concilier ce qui, apparemment, est inconciliable, puisque chaque fois qu'on fait une Déclaration *universelle* des droits de l'Homme, lui-même supposé universel, on rajoute à chaque fois, de façon visible ou de façon invisible, une détermination, un adjectif qualificatif si vous voulez, qui la restreint au lieu de l'universaliser.

Quand vous lisez tout ce que les auteurs arabo-musulmans, au 19<sup>ème</sup> et au 20<sup>ème</sup> siècle, quand vous lisez tout ce que les auteurs chinois, ou japonais, même dans des universités conçues sur le modèle occidental, ont écrit à propos de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, vous vous apercevez qu'ils montrent que cette Déclaration universelle des droits de l'Homme a mis entre parenthèses des droits de l'Homme (français), des droits de l'Homme (européens), des droits de l'Homme (occidentaux). Alors, ce n'est pas écrit noir sur blanc ; de la même manière d'ailleurs, en 1789, les députés français de Versailles, dont je parlais il y a un instant, n'ont jamais dit « droits de l'Homme *français* ». Mais pas plus que, lors de la *Magna carta* des Anglais, la déclaration de cette Grande charte ne mentionnait les barons anglais. Or, pourtant, ce qui était demandé à Jean sans Terre, le frère de Richard Cœur de Lion, c'était une déclaration *aristocratique* demandée par les barons anglais : déjà, en 1215, on le demandait à propos de l'Homme *en général*.

Donc, chaque fois que l'on s'appuie sur l'Homme *en général*, pour essayer d'universaliser, potentiellement en tout cas, le partage de l'existence humaine qui nous est imposé, non pas par la politique, non pas par la mondialisation, non pas par Dieu, non pas par le diable, non pas par la matière, mais tout simplement par l'existence – n'essayons pas de chercher un responsable, il se fait que nous sommes nés, nous nous développons et nous allons mourir, mais entre les deux il faut vivre ensemble – toute la tragédie de l'espèce humaine tient là-dessus, à savoir que nous n'avons pas voulu naître, sauf ceux qui se suicident nous n'avons pas voulu mourir, entre les deux nous voulons vivre – sur quelles bases ?

Sur quelles bases ? La question se pose tout de suite dès que nous réfléchissons au fait que nous voulons *singulièrement* vivre, mais que les autres singularités, et il y en a 6 milliards, veulent aussi vivre ; et sur quelles bases ? Alors sur des bases subjectives, individualistes (l'individualisme ayant été inventé par les occidentaux et se développant de façon exponentielle, comme le SIDA, chez les occidentaux eux-mêmes, individualisme qui détruit toutes les formes, non pas seulement de communauté, mais tout simplement de vie en commun, ce qui est tout à fait différent) ? D'où la difficulté d'instaurer une politique véritablement universelle.

La seule définition à peu près correcte de la politique que l'on pourrait partager, c'est la définition donnée par Aristote au 4<sup>ème</sup> siècle avant JC, dans l'ouvrage qui s'appelle « la Politique », dans lequel Aristote dit que la politique, c'est une chose très simple – les applications particulières c'est autrement difficile –, il dit : « la politique, c'est la recherche du Bien commun ». C'est tout. Il n'y a rien à ajouter d'autre.

Le problème c'est qu'aujourd'hui :

1. Nous ne recherchons pas ce Bien commun.
2. Nous ne savons plus ce que c'est que le Bien.
3. Nous ne l'avons pas en commun.

Autrement dit, 3 échecs sur les 3 points de la définition d'Aristote.

Qui aujourd'hui recherche le Bien commun ? Citez-moi un exemple d'homme politique, serait-ce Obama, serait-ce le pPape, serait-ce le président de la République ou son épouse, demandez-vous *qui* recherche le Bien commun. Vous n'avez jamais, dans aucun programme politique, une recherche quelconque. Vous avez des affirmations, mais une affirmation n'est pas une recherche, c'est une réponse.

Qui recherche le Bien ? Reprenez tous les partis politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche, jamais la notion de Bien, parfois la notion de Justice, mais la Justice ce n'est pas le Bien, c'est autre chose : le Bien, c'est ce qui éclaire la Justice ; la Justice, quand elle n'est pas éclairée, cela s'appelle l'injustice, on voit ça à chaque sortie de prétoire. Et est-ce que ce Bien, pour autant qu'il existe, ou cette Justice, est-ce qu'elle est commune ? La meilleure preuve qu'elle ne l'est pas, c'est que toutes les décisions de justice, que ce soit en France ou à l'étranger, sont commentées, sont contestées, sont refusées à la fois par les praticiens de la chose et par les témoins de la chose, par exemple les médias, les journalistes etc...

D'où cette difficulté de savoir : est-ce qu'il est possible de partager véritablement la vie commune ? Alors on peut la partager, oui, sur le plan familial, mais le plan familial est limité, précisément, à la famille, et, quand la famille est éclatée, ce que l'on voit quotidiennement aujourd'hui dans tous les pays *occidentaux* – vous ne voyez pas tellement cela en Chine, vous ne voyez pas tellement cela en Inde, vous le voyez encore moins dans les pays arabo-musulmans -, vous vous demandez si la famille est un noyau suffisamment commun pour se développer au niveau de la société.

Difficulté de la société elle-même de s'unifier pour des raisons idéologiques, pour des raisons politiques, au sens politicien du terme (pas au sens noble du terme), ou même au niveau économique. Ce que montre toute l'évolution de la technologie occidentale, du droit occidental et de la politique occidentale – restons toujours dans l'Occident – c'est qu'il n'y a eu que des conflits d'intérêt entre ce que Marx appelait des « classes sociales ». Alors, il est très difficile, même dans le marxisme, de définir ce que c'est qu'une classe sociale en 1848, encore plus aujourd'hui, car est-ce qu'il y a encore aujourd'hui des « consciences de classe » de façon précise ? C'est très très difficile, puisque aujourd'hui, de la même manière que de l'ouvrier à l'aristocrate pratiquement tout le monde s'habille de la même manière – quand vous êtes dans la rue, et que vous voyez quelqu'un qui est devant vous, homme ou femme, en blue-jeans, surtout si le blue-jeans est à la mode, c'est-à-dire déchiré, vous ne savez plus s'il appartient à une partie pauvre de la population ou à une partie « trendy », c'est-à-dire extrêmement chic de la population. Au 19<sup>ème</sup> siècle, vous alliez du côté du faubourg St Denis à Paris, ou vous alliez du côté de la Butte Montmartre, les gens étaient habillés différemment selon leur fonction sociale.

Aujourd'hui, il y a une unification qui n'est pas simplement l'effet du « Mc Donaldisme », comme on l'a dit, ou de Coca-Cola, qui fait que tous les gens ont tendance, dans le monde entier, à se comporter de la même façon, à s'habiller de la même façon, à parler de la même façon un pidgin franco-angliche, en particulier en France, même dans l'Université, où les gens qui ne connaissent pas l'anglais essaient de parler une sorte de vague langue intermédiaire pour essayer de se montrer unifiés par rapport au reste de la planète.

Je termine : quelle est la difficulté que nous rencontrons aujourd'hui et que, encore une fois, et voilà pourquoi j'utilise ce vocabulaire, nous ne pouvons pas résoudre de façon réaliste, tant que nous serons dupes des mots que nous utilisons, des programmes que nous lisons, et des hommes politiques qui nous les font passer. Vous vous rappelez le mot fameux : « les programmes n'engagent que ceux qui les écoutent. » Ils n'engagent même pas ceux qui les écrivent, puisque très souvent ils ne les ont pas écrits

eux-mêmes ! C'est à quoi servent les cabinets ministériels, et je vous le dis d'autant plus volontiers que j'ai fait partie d'un cabinet ministériel pendant 2 ans, et que j'écrivais les discours de François Bayrou.

Donc, je vois très bien qu'un homme politique peut avoir des décisions, des paroles, des actes, qui ne correspondent pas du tout à ce qu'il pense ni à ce qu'on lui fait dire, ceci pour vous montrer que, sans être pour autant cynique, mais en étant simplement réaliste, il nous est très difficile, au niveau de développement actuel de la technique, d'Internet, des ordinateurs, des i-phones, de tout ce que vous voulez, de trouver un point commun qui serait immédiatement reconnaissable par l'ensemble de la population, et qui permettrait véritablement de partager une vie politique – laissons de côté la vie économique, ou la vie sociale.

D'où ma conclusion : il faut essayer de retrouver un *espoir* commun, tant vis-à-vis de la planète – cette fois-ci sous l'angle biologique, ou biophysique – afin que la planète reste habitable – habitable parce que c'est une habitation et que nous n'en avons pas d'autre : nous ne pouvons pas vivre sur d'autres planètes du système solaire, vous le savez, parce qu'il n'y a pas d'eau, parce qu'il n'y a pas d'oxygène, parce qu'il n'y a pas les conditions matérielles, géologiques, climatiques nécessaires – alors on pourrait dire comme les auteurs de science-fiction : « changeons de galaxie », certes, mais la planète la plus proche dans une galaxie la plus proche aussi est à plusieurs milliards d'années-lumière – je dis bien plusieurs milliards d'années-lumière. Donc il faudrait construire une fusée qui, à la vitesse de la lumière, mettrait plusieurs milliards d'années pour arriver sur cette planète lointaine ; donc c'est aussi conséquent qu'un cercle carré ou qu'un couteau sans lame auquel il manque le manche.

Donc, si ce n'est pas possible, notre habitat est un habitat terrestre, point final. Et donc, cet habitat terrestre, il faut le partager sous l'angle biologique et sous l'angle politique. Comment arriverons-nous à le faire partager à des milliards d'hommes (6, 10, 15, 20 ?), ou même, s'il y a une catastrophe, aux hommes qui resteront, et qui essaierons de renouer le fil, nous ne le savons pas pour l'instant, mais l'important c'est de faire des colloques de ce genre, afin de résoudre dans le Gard, ou dans le Sud de la France, ce que la France a toujours fait, c'est-à-dire mettre fin aux problèmes qui nous déchirent.